RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1967

Aux Electrices et aux Electeurs de la 4me Circonscription

MESDAMES et MESSIEURS,

ACCOMPAGNÉ de mon ami Jean ROUBY, Conseiller Général, Maire de TERRASSON, j'ai l'honneur de solliciter à nouveau vos suffrages aux prochaines Elections Législatives.

Je me présente comme **CANDIDAT UNIQUE DES RADICAUX, DEMOCRATES et SOCIALISTES** groupés dans une puissante Fédération ; j'y suis encouragé par mes collègues du Conseil Général, représentants les plus directs et les mieux informés de nos populations rurales.

Les plus hautes autorités politiques du pays nous ont appris que l'enjeu de ces élections était exceptionnel : il s'agit du régime lui-même. Ce qui sortira de votre décision, c'est, en fait, la cessation ou la prolongation des usages qui ont défiguré la Constitution de 1958, conduit à la suprématie absolue du Pouvoir Exécutif sur tous les autres et permis que soient prises unilatéralement, sans contestation possible, des décisions vitales pour la Nation et pour chaque Français.

Pour vous vanter ce régime, le parer de tous les mérites, endormir votre esprit critique à son égard et arracher votre assentiment, une immense propagande déferle comme la marée montante recouvre la grève. On ne recule devant aucune outrance ; ainsi, on veut nous faire croire que la France commence en 1958.

Auparavant, rien n'existait que le chaos, l'impuissance et l'anarchie. Les hauts-parleurs de cette propagande veulent ignorer assez sottement que quelqu'un, avant eux, a relevé les ruines de la guerre, rattrapé le retard d'équipement imposé par les occupants, forgé une législation sociale exemplaire, jeté les bases de l'Europe et les fondements des institutions de la Communauté Economique Européenne. On vante PIERRELATTE, mais si, avant 1958, on n'avait pas construit **Donzère-Mondragon, Pierrelatte** n'existerait pas. On inaugure des œuvres magistrales, comme la Rance, en laissant croire qu'elles sont le mérite exclusif du régime, alors qu'elles ont été conçues, lancées, financées en grande partie sous la IVe République.

LES pays étrangers nous envient, disent les hauts-parleurs officiels.

Qu'envient-ils ?

Le fait que nous soyons les premiers des pays européens pour la hausse des prix depuis 1958 ?

Notre fardeau fiscal qui est également le plus lourd ?

Notre pouvoir d'achat qui, par rapport à 1958, est à 125, alors qu'il varie ailleurs de 147 pour la BELGIQUE, à 170 pour l'ITALIE (chiffres de l'O.N.U.) ?

Envie-t-on l'état de nos Hôpitaux où il manque 70.000 lits, notre incapacité à résoudre le problème du logement, cependant résolu en ALLEMAGNE et en ANGLETERRE, notre manque d'auto-routes, notre crise du téléphone ?

Sait-on que la construction des Etablissements scolaires prend un retard qui s'aggrave chaque jour, et que les progrès de la technique, de l'industrie et de la science sont bridés et restent en arrière de ceux réalisés ailleurs ?

LE PARTI du Pouvoir avait fait luire bien des espoirs en parlant de transformation agricole, d'aménagement du territoire, d'industrialisation et de décentralisation de la région parisienne.

La transformation agricole a fait couler beaucoup plus d'encre qu'elle n'a suscité de réalisations.

L'aménagement du territoire a été mené par des technocrates qui professent **que la Dordogne et les Départements agricoles voisins ne peuvent rien faire d'autre que de servir de réservoirs de main-d'œuvre pour les grandes villes : BORDEAUX, TOULOUSE, PARIS.**

On ne parle plus de décentraliser PARIS, mais « d'organiser sa croissance » vers 10, 12 millions d'habitants et plus. Ce qui revient à inciter les industriels à ne pas se perdre dans des provinces condamnées.

On nous parle du Tourisme. Mais les fonds de l'Etat sont réservés aux stations de sports d'hiver, aux ports de plaisance et à la Côte du Languedoc. Les vallées de la Dordogne et de la Vézère attendront encore longtemps. Nous devons tout faire par nous-mêmes.

AU TOTAL, la vie se retire progressivement de larges zones de notre région.

L'exploitation familiale, souvent pénalisée au lieu d'être organisée, s'effondre. Les parents voient partir leurs enfants avec angoisse : malgré l'élévation de leur degré d'instruction, ils trouvent de plus en plus difficilement les emplois trop rares et souvent mal payés. L'endettement de l'Agriculture s'aggrave. Le revenu agricole stagne. Les efforts de la plupart de nos petites villes pour s'agrandir, ont été vains jusqu'ici. Nos communes, accablées de charges, ne peuvent répondre aux besoins essentiels de leur population.

Tel est le sort qui est fait à notre région. Aucune publicité, aucun film, aucun discours, n'arriveront à cacher cet état de choses. Assez de poudre aux yeux et de « Demain, on rasera gratis ». Il est temps que le peuple ne se laisse plus tromper par tant d'artifices, de mirages et par un régime autoritaire.

Il est temps qu'il reprenne en main ses propres affaires et que les citoyens retrouvent le sens de leurs responsabilités.

La République, ne l'oublions pas, est l'affaire de tous, de l'ouvrier, du commerçant, du cultivateur, du technicien comme du savant ou du simple artisan de nos campagnes. Elle demande de vous une adhésion active pour être forte, vivante et généreuse.

En votant pour nous le 5 Mars, vous ferez un pas décisif dans cette voie.

VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Jean ROUBY
Conseiller Général
Maire de TERRASSON

Robert LACOSTE
Député Sortant - Ancien Ministre
Président du Conseil Général
Maire d'AZERAT

Vu : LE CANDIDAT.

IMP. DU SARLADAIS - SARLAT